

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 14 MARS 2018

SOMMAIRE

- 1) **Semaine agitée**
- 2) **Les retraités rentrent dans la misère**
- 3) **En première ligne**
- 4) **Pas d'alliance...**
- 5) **Le charmeur de serpents**
- 6) **Un slogan revient...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Rencontre Philippe-Martinez, ordonnances, menace de grève : semaine agitée à la SNCF



Edouard Philippe à Lille, le 23 février 2018. (PHILIPPE HUGUEN/AFP)

Le projet de réforme de la compagnie ferroviaire sera présenté mercredi en Conseil des ministres.

Une semaine décisive s'ouvre pour la SNCF avec la présentation mercredi de la loi sur les ordonnances [permettant de réformer le secteur ferroviaire](#), la remise jeudi de la feuille de route de son patron Guillaume Pepy et une décision des syndicats sur une probable grève. Auparavant, Edouard Philippe recevra mardi soir le leader de la CGT Philippe Martinez, pour évoquer le contre-rapport de 70 pages préparé par son syndicat.

"Cet entretien fait suite à la demande de rendez-vous qu'il lui a adressée la semaine dernière pour lui présenter les propositions de la CGT suite au rapport Spinetta", a précisé à l'AFP l'entourage du Premier ministre, qui veut y voir un signe d'un gouvernement "à l'écoute".

La ministre des Transports Elisabeth Borne doit présenter mercredi 14 mars en Conseil des ministres le projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnances pour lancer sa réforme, un débat étant prévu au Parlement à la mi-avril. Le texte - objet d'arbitrages entre son cabinet, Matignon et l'Élysée - devrait rester assez vague dans l'immédiat, dit-on au gouvernement.

Il s'agit notamment de "lister les thèmes des réformes" : notamment la transcription dans la loi française des textes européens qui prévoient l'ouverture à la concurrence, la transformation de la SNCF en société nationale à capitaux publics et la suppression du statut de cheminot pour les nouvelles recrues.

Le statut des cheminots causerait "30% des surcoûts"

L'idée du Premier ministre Édouard Philippe est ensuite de remplacer progressivement les ordonnances par des amendements législatifs, au fur et à mesure que la concertation avec les syndicats et le débat parlementaire avanceront, pour les cantonner "aux seuls aspects techniques".

En annonçant sa réforme en février, Edouard Philippe a aussi demandé à la SNCF de lui proposer avant l'été un "projet stratégique". Guillaume Pepy doit en présenter jeudi "le menu" à Elisabeth Borne. C'est-à-dire les thèmes, la méthode et le calendrier.

Le patron de la SNCF a déjà dressé la liste des thèmes qu'il compte aborder : "efficacité industrielle, compétences élargies dans les métiers, création de nouveaux métiers polyvalents, accélération digitale, organisation locale du travail, simplification, et nouvelle organisation."

Edouard Philippe veut en particulier que la SNCF "(aligne) ses coûts sur les standards européens", quand "faire rouler un train en France coûte 30% plus cher qu'ailleurs". A cet égard, le statut représente un tiers de ces surcoûts, selon la direction. Quant à l'organisation du travail, la

même direction a encore en travers de la gorge l'intervention du gouvernement précédent qui avait torpillé ses projets d'optimisation au printemps 2016, pour éviter une grève illimitée à la veille de la coupe d'Europe de football, en pleine mobilisation contre la loi El Khomri.

SUD Rail et la CGT s'invitent aux 80 ans de la SNCF

Le débat a gagné les réseaux sociaux, avec notamment la floraison du mot-clef #JaimelaSNCF, repris aussi bien par des cheminots fiers de leur métier que des dirigeants de l'entreprise... et aussi avec ironie par des voix critiques se plaignant par exemple du retard de leur train.

"Il y a chez les cheminots une crainte de l'ouverture à la concurrence et la volonté d'avoir une entreprise solide pour y faire face. Il y aussi la fierté de montrer que le rail français est le meilleur", observe un ministre pour qui le gouvernement "n'est pas tombé dans la caricature du cheminot fainéant".

Les syndicats de cheminots affichent un front unitaire depuis l'annonce du recours aux ordonnances et de la fin des recrutements au statut. Ils ont notamment appelé à manifester le 22 mars, jour de mobilisation des fonctionnaires. Les quatre organisations représentatives - CGT, Unsa, SUD Rail et CFDT- ont choisi d'attendre les annonces du gouvernement et de Guillaume Pepy, avant de décider, jeudi soir, s'ils lancent ou non une grève dure. SUD Rail a déjà indiqué qu'il "(exigerait) de l'intersyndicale qu'elle fixe unitairement une date de départ en grève reconductible".

Des manifestants de SUD et de la CGT se sont brièvement invités lundi dans la salle où la direction de la SNCF célébrait les 80 ans de l'entreprise, près de la Gare de Lyon à Paris, en chantant "cheminots en colère, on va pas se laisser faire". Restée à l'extérieur, la CFDT a distribué des badges sur lesquels on pouvait lire : "fier(e) d'être cheminot(e)".

(Avec AFP)

L'Obs



II) Manifestation du 15 mars : "Retraités, notre pouvoir d'achat est engagé dans une baisse sans fin"

Propos recueillis par [Anthony Cortes](#)

Révoltés par l'augmentation de la CSG qui grève leurs pensions, les retraités se mobiliseront le jeudi 15 mars dans toute la France à l'appel de neuf organisations.

Annie Petit, secrétaire nationale de l'Union nationale des retraités et des personnes âgées (UNRPA – Ensemble et solidaires), espère sensibiliser l'opinion publique.

Les retraités sont révoltés. Pour la majorité d'entre eux, le montant des pensions est en nette baisse depuis le 1^{er} janvier 2018. En cause, l'augmentation du taux de prélèvement de la CSG (contribution sociale généralisée) d'1,7 point. La ponction concerne toutes les pensions supérieures à 1.200 euros brut par mois pour un célibataire (le plafond baisse pour les couples). Une mesure pensée en regard de la baisse des cotisations sociales des salariés, dont ne bénéficient pas les retraités.

Emmanuel Macron et le gouvernement assument de demander aux personnes âgées un effort de solidarité intergénérationnelle. Un discours "insupportable" pour Annie Petit, secrétaire nationale de l'Union nationale des retraités et des personnes âgées (UNRPA – Ensemble et solidaires), qui dénonce un "acharnement" sur une partie de la population "déjà largement prise à la gorge".

Marianne : Vous appelez à une mobilisation massive dans toute la France pour dire "non à la baisse des pensions" le jeudi 15 mars. Mais l'augmentation de la CSG est déjà effective, depuis le 1^{er} janvier. Qu'espérez-vous de cette journée ?

Annie Petit : Nous sommes dans le prolongement de notre journée d'action du 28 septembre dernier. Nous tenons à montrer que nous ne lâchons pas le morceau, que le temps n'efface pas le sentiment d'injustice. Notre objectif est d'être reçus par le président pour lui faire part de notre colère et de notre incompréhension face à son action qui enfonce les retraités dans une précarité toujours plus importante. Mais aussi de sensibiliser l'ensemble des catégories de la population. Il faut bien comprendre que l'on met les retraités à contribution alors que, pour une grande majorité, nous peinons à vivre avec de faibles moyens. Nous avons pourtant travaillé toute notre vie.

En quoi les retraités subissent-ils selon vous une injustice particulière ?

Parce que cette augmentation de la CSG s'ajoute à plusieurs décisions, prises au cours des différents quinquennats, qui nous sont préjudiciables. Sous Nicolas Sarkozy, on a supprimé la demi-part fiscale destinée aux veuves et aux veufs. La réforme des retraites de François Hollande en 2013 a ajouté sur nos pensions une contribution dite "de solidarité pour l'autonomie" (CASA) de 0,3% et a rendu imposables les majorations familiales qui étaient accordées aux personnes ayant eu au moins trois enfants. Et voilà qu'avec Emmanuel Macron, la CSG augmente de 1,7%. Et n'oublions pas que nos pensions étaient gelées depuis 2013. Cela commence à faire beaucoup sur notre pouvoir d'achat... Nous ne pouvons que constater un véritable acharnement : nous sommes pris pour cible à chaque fois en étant désignés comme des "privilegiés".

"Nous ne nous battons pas uniquement pour notre pécule personnel"

Justement, les pensions ont été revalorisées de 0,8% en octobre dernier, pour la première fois depuis 4 ans...

Nous l'avions salué ! Mais désormais, avec la hausse de la CSG, ce que nous gagnions avec cette mesure est largement englouti. Et pas

seulement chez les retraités les plus "aisés", comme on peut l'entendre dans la bouche des membres du gouvernement. On nous a répété que les retraites inférieures à 1.200 euros brut seraient épargnées. Mais c'est faux car c'est le foyer fiscal qui détermine si l'on est soumis à cette hausse, non le montant des pensions individuelles. Si dans un couple, l'un des deux membres ne gagne que 800 euros par mois alors que l'autre bénéficie d'une pension mensuelle de 1.700 euros, par exemple, les deux paieront la hausse de cette contribution.

Au total, les retraités touchés par cette hausse paieront chacun entre 15 et 50 euros en plus par mois. Il faut se rendre compte de ce que cela peut représenter : 50 euros, c'est par exemple une facture d'électricité mensuelle. D'autant que nous subissons dans le même temps les mêmes hausses que toutes les autres couches de la société : le prix de l'essence, des timbres, du gaz... Notre pouvoir d'achat est engagé dans une baisse sans fin.

Selon le gouvernement, la baisse de la taxe d'habitation par tiers jusqu'à sa suppression à l'horizon 2020 devrait compenser les pertes pour une bonne partie des retraités. Vous le contestez ?

C'est une mesure que je déplore parce qu'elle est représentative de la politique du gouvernement : on prend dans une poche pour en mettre dans une autre, sans se soucier des conséquences. Et en plus la majorité s'en vante, elle communique sur le sujet en soulignant sa belle action. Je m'explique : *a priori*, la suppression de la taxe d'habitation, c'est la promesse de moins d'impôts. On ne devrait donc que s'en satisfaire. Mais il ne faut pas oublier que cette taxe finance le bon fonctionnement des communes et de leurs services. Et pour pallier ce manque, de nombreuses localités vont devoir supprimer certains services publics. Donc, qui va en payer le prix ? Les retraités isolés bien sûr, qui n'ont pas les moyens ni la possibilité de se déplacer dans les grandes villes pour bénéficier de certains services de l'Etat. Mais aussi l'ensemble des citoyens, c'est pourquoi notre cause concerne tout un chacun. Nous ne nous battons pas uniquement pour notre pécule personnel.

"Il y a un non-sens à nous montrer comme des égoïstes quand on fait des cadeaux aux grandes fortunes"

Que répondez-vous au gouvernement qui vous demande de faire preuve de solidarité avec les générations suivantes ?

Quand on dit "il faut être solidaire", cela sous-entend que ceux qui ont beaucoup doivent donner à ceux qui ont moins. Dans ce cas, pourquoi le gouvernement a-t-il entrepris la suppression de l'impôt sur la fortune afin que les valeurs mobilières des plus fortunés ne soient plus taxées ? Il y a un non-sens à nous désigner comme des nantis ou des privilégiés égoïstes quand on fait ce genre de cadeaux aux grandes fortunes. D'autant que la solidarité des retraités ne se mesure pas uniquement en analysant les taux des prélèvements auxquels ils sont soumis. Nous aussi, nous faisons tourner la société ! Nous sommes nombreux à faire du bénévolat dans les associations, de la garde d'enfants... Et nous aidons aussi financièrement nos enfants et petits-enfants : c'est une solidarité invisible mais elle existe ! Si l'on continue de nous prendre à la gorge, cette solidarité-là disparaîtra elle aussi.

III) Gauche. Le PCF « sur de multiples fronts de riposte »



Pour contrer l'offensive antisociale de Macron, Pierre Laurent espère « une expression commune des dirigeants de gauche ». Julien Jaulin/Hanslucas

Julia Hamlaoui L'Humanité

Le secrétaire national du Parti communiste, Pierre Laurent, a annoncé hier une série d'initiatives pour répliquer au « pouvoir Macron qui attaque tous azimuts ».

Après une offensive parlementaire, la semaine dernière, à l'occasion de ses niches à l'Assemblée nationale et au Sénat, le PCF a annoncé hier de multiples initiatives « face au pouvoir Macron qui attaque tous azimuts pour détruire le modèle social français et continuer de couvrir de cadeaux les plus riches au détriment du plus grand nombre ». « Nous sommes en train de réussir le déploiement du PCF sur de multiples fronts de riposte, d'opposition et de contre-propositions », a estimé son secrétaire national, Pierre Laurent, à l'occasion d'une conférence de presse.

Avec 46 visites d'hôpitaux et d'Ehpad dans 25 départements à leur actif, les députés et sénateurs communistes en ont programmé 88 de plus dans 37 départements. L'objectif : outre soutenir les mobilisations des salariés et des usagers en matière de conditions de travail et d'accès aux soins, déboucher sur une proposition de loi pour une nouvelle organisation hospitalière et une autre pour un service public de l'autonomie. « Elles s'ajoutent à celle défendue par le député Pierre Dharréville pour les aidants familiaux que le gouvernement a refusé de voter sans aucun argument », a précisé Pierre Laurent.

Une campagne « Mon train, j'y tiens – SNCF 100 % publique »

Sur le terrain parlementaire, les élus du PCF ont également décidé de poursuivre la mobilisation en faveur de leur proposition sur les retraites agricoles validée par l'Assemblée, mais à laquelle le gouvernement a opposé un vote bloqué au Sénat contre l'avis de tous les groupes, à l'exception de LREM. « Nous lançons une pétition pour soutenir ce projet de revalorisation des retraites agricoles et nous donnons rendez-vous au gouvernement le 16 mai », lors du réexamen de la proposition au Palais du Luxembourg, a lancé le sénateur de Paris, rappelant qu'il s'agit de porter ces « retraites à 85 % du Smic agricole, soit au niveau du seuil de pauvreté ». La pétition devait être en ligne dès aujourd'hui.

Face à un « projet aberrant de privatisation et d'ouverture à la concurrence » de la SNCF, les communistes lancent également une campagne sous le slogan « Mon train, j'y tiens – SNCF 100 % publique » qui doit prendre corps dans une « quinzaine de mobilisations à partir du 20 mars » à destination des usagers. « La première urgence est de créer un front populaire, citoyen, de soutien à une politique ferroviaire ambitieuse, de construire ce rapport de forces dans la société », a insisté le sénateur de Paris, rappelant que « 280 comités locaux d'usagers existent déjà ». Interrogé sur l'appel d'Olivier Besancenot (NPA) à « un front commun qui aille de Jean-Luc Mélenchon à Benoît Hamon en passant par Pierre Laurent, Nathalie Arthaud et d'autres organisations », en vue de la mobilisation de la fonction publique et des cheminots du 22 mars, le secrétaire national du PCF, évoquant de premiers échanges notamment avec Benoît Hamon (Génération.s), la semaine dernière, s'est dit « favorable à une expression commune des principaux dirigeants de gauche » sous forme d'une tribune ou d'un déplacement commun. Dimanche, sur le plateau de France 3, Jean-Luc Mélenchon n'en avait, lui, pas écarté l'idée – préférant toutefois la formule de « combats communs » –, tout en réitérant sa proposition « d'un rassemblement populaire » qui, à l'automne dernier, avait crispé ses relations avec les organisations syndicales.

Sur le volet constitutionnel des projets gouvernementaux, Pierre Laurent s'est prononcé hier pour un référendum. Critiquant l'exercice « autoritaire » du pouvoir par Emmanuel Macron, il a fustigé la réforme que prépare le premier ministre et qui ne vise, selon le communiste, qu'à « renforcer le pouvoir personnel du président de la République au service des milieux financiers et du grand capital ».

Julia Hamlaoui

L'Humanité.fr

IV) "Aucune alliance possible" avec le FN: LR recadre Thierry Mariani

Par L'EXPRESS.fr avec AFP



L'ancien député LR a plaidé pour un "rapprochement" avec le Front national. Une hypothèse balayée d'un revers de main, ce lundi, par les responsables du parti de droite.

Le recadrage est sans ambiguïté. "Il n'y aura aucune alliance avec le Front national", ont martelé lundi les responsables de Les Républicains, au lendemain d'un [appel en ce sens](#) lancé par l'ancien député LR Thierry Mariani.

Dans un entretien au [Journal du dimanche](#), l'ex-ministre sarkozyste des Transports plaide pour un "rapprochement" avec le Front national. Affirmant que Les Républicains "n'ont plus d'alliés" après le rapprochement des centristes avec Emmanuel Macron, "à quelques exceptions près", l'ex-député des Français de l'étranger, battu aux dernières législatives, interroge: "Peut-on arriver au pouvoir tout seul? Peut-on constituer une majorité sans alliés? La réponse est non".

Mariani, une voix "isolée"

Ce lundi, un des porte-parole de LR a opposé une fin de non-recevoir à cette idée. "Notre position est très claire: il n'y aura aucune alliance avec le Front national et ceux qui prétendent ceci, comme M. Mariani (...) sont des voix isolées qui ont le droit de s'exprimer mais qui ne peuvent parler au nom des Républicains", a déclaré Gilles Platret sur CNews.



"S'il suffisait de changer de nom pour changer d'idéologie... la vérité du Front national, elle s'est plus vue à la sortie d'une certaine discothèque samedi soir, avec [des propos racistes](#) tenus par l'assistant parlementaire de Marine Le Pen, que dans cette proposition cosmétique de changer le nom (...) ça ne suffira pas pour diaboliser le Front national (...) il n'y a aucune alliance possible avec cette formation", a-t-il insisté.

"Les boutiquiers du Front national"

Pour Gilles Platret, "les alliés naturels de la droite" sont les centristes, même si LR parle "aux électeurs qui ont pu voter Front national". La question de sanctions ou d'un rappel à l'ordre vis-à-vis de Thierry Mariani ne semble en revanche pas à l'ordre du jour. "Qu'il nourrisse les contacts s'il l'entend, il n'y a pas de contact, il n'y aura pas de contact entre Les Républicains et le Front national", a dit celui qui est par ailleurs maire de Chalon-sur-Saône.

"Nous n'avons pas envie de nous allier avec les boutiquiers du Front national", a de son côté affirmé le secrétaire général délégué du parti,

Geoffroy Didier, en soulignant que Thierry Mariani n'est "pas membre de l'équipe dirigeante" de LR. "Nous ne ferons pas d'accord avec le Front national, nous ne sommes pas intéressés", leur a fait écho sur LCP Laurence Sailliet, une autre porte-parole.

Interrogée sur l'existence de "discussions" en vue des européennes entre le FN et des personnalités LR, évoquées par le vice-président du FN Nicolas Bay, Laurence Sailliet a démenti qu'elles aient lieu, au moins au niveau de la direction. "Je ne connais aucun Républicain qui soit dans ces discussions, aucun membre de la direction, aucune personne qui fasse partie des instances dirigeantes", a-t-elle souligné.



V) Sarkozy: le charme discret de la dictature

Par [Hubert Huertas](#)

De Nicolas Sarkozy séduit par les hommes forts depuis Abou Dhabi à Steve Bannon acclamé par le Front national à Lille, en passant par Thierry Mariani qui réclame un accord avec le FN dans le JDD, la tentation autoritaire a déferlé sur la France. La réforme constitutionnelle d'Emmanuel Macron ne contredit pas cette inquiétante tendance.

On pourra toujours se dire que Sarkozy n'a fait que du Sarkozy, et que ça n'a pas d'importance. Ce sera vrai parce que le conférencier d'Abou Dhabi a perdu l'année dernière toutes ses chances de revenir au pouvoir. Mais ce sera faux parce qu'il demeure ce qu'il est, c'est-à-dire un baromètre de l'atmosphère politique.

À ce titre, les confidences que cette pythie désinhibée a livrées le samedi 3 mars devant le forum « Ideas Week-end », dans la capitale des Émirats arabes unis, sont révélatrices du vent (mauvais) qui souffle sur la société française, et sur l'Europe en général.

Sarkozy, qui en d'autres temps a fait voter une réforme limitant le quinquennat à deux mandats successifs, n'hésite plus à trouver des avantages au pouvoir qu'un seul chef pourrait garder toute la vie.



Il faut lire et relire ses propos rapportés par le journal [Le Monde](#) pour se prouver qu'ils sont réels et qu'on n'a pas rêvé. Un ancien président de la République française, donc le haut représentant d'un pays *a priori* démocratique, fait l'éloge des régimes autocratiques : « *Quels sont les grands leaders du monde aujourd'hui ?*, s'interroge Nicolas Sarkozy. *Le président Xi, le président Poutine – on peut être d'accord ou pas, mais c'est un leader –, le grand prince Mohammed ben Salmane [d'Arabie saoudite – ndlr]. Et que seraient aujourd'hui les Émirats sans le leadership de MBZ [Mohammed ben Zayed – ndlr] ?* »

Cette révérence devant les dictateurs n'est pas tout. L'ancien président français dresse aussi la comparaison avec le fonctionnement des régimes démocratiques, et elle est ravageuse : « *Les démocraties détruisent tous les leaderships. C'est un grand sujet, ce n'est pas un sujet anecdotique ! Comment peut-on avoir une vision à dix, quinze ou vingt ans, et en même temps avoir un rythme électoral comme aux États-Unis, tous les quatre ans ? Les démocraties sont devenues un champ de bataille, où chaque heure est utilisée par tout le monde, réseaux sociaux et autres, pour détruire celui qui est en place.* »

Comment mieux dire que la démocratie est un système qui marche sur la tête, en l'écrasant, et qu'elle n'est pas efficace ? Comment rompre de manière plus éloquente avec un principe, certes, imparfait mais qui a contribué, dans l'histoire du monde, au développement des pays qui l'ont conquis ? Un système qui, soit dit en passant, n'a jamais empêché l'émergence de « *grands leaders* ». De Charles de Gaulle à J. F. Kennedy, de François Mitterrand à Helmut Kohl, quoi qu'on puisse penser d'eux, l'élection n'a pas accouché que de tocards ou de gens empêchés.

Emporté par son élan, le conférencier d'Abou Dhabi a livré le fond de sa pensée, en se référant au dictateur chinois qui se verrait bien en fonctions jusqu'au dernier jour de sa vie : « *Le président Xi considère que deux mandats de cinq ans, dix ans, c'est pas assez. Il a raison !* »

Un régime autoritaire, ou carrément dictatorial, autour d'un chef nommé à vie, voilà l'idéal de gouvernement proposé par un homme qui a présidé la France pendant un quinquennat par la grâce du suffrage universel, avant d'être écarté par la même volonté...

Steve Bannon acclamé par le Front national

Les propos de Nicolas Sarkozy seraient une élucubration sans importance s'ils reflétaient seulement la nostalgie d'un homme inconsolable, renvoyé deux fois par son peuple, la première en 2012, la seconde en 2017.

Mais ce que dit l'ancien chef de l'État fait chorus avec un mouvement profond, qui s'exprime un peu partout, à gorge déployée, et pas seulement dans des pays qui n'ont jamais connu de vie démocratique. États-Unis, Turquie, Pologne, Autriche, Hongrie, Italie, France, ce qu'on appelle « *les populismes* » ne cesse de gagner du terrain, et Sarkozy en est l'un des représentants les plus actifs.

Pour l'ancien président, les « *confidences* » d'Abou Dhabi ne sont donc pas un délire en passant, pour épater la galerie, mais un aboutissement, une espèce de bouquet final. Ils expriment quelque chose de plus ample : il y a dix

ans, même dans la bouche d'un retraité, ces propos auraient provoqué un scandale. Ils sont aujourd'hui reçus dans une grande indifférence.

Idem avec le triomphe de Steve Bannon, proche des néonazis, devant un Front national en voie de s'appeler Rassemblement national. L'ancien conseiller de Donald Trump, le plus extrémiste peut-être, limogé un an après sa nomination, s'exprimait devant un parti que Marine Le Pen, paraît-il, a toujours l'intention de « dédramatiser » en l'éloignant des excès de son père.

Et quels propos recentrés Steve Bannon a-t-il tenus au point d'être acclamé ? Les voici, retweetés par le compte du Front national lui-même : « *Les médias de l'establishment sont les chiens du système. Tous les jours nous devenons plus forts, et eux plus faibles. Laissez-les vous traiter de racistes, de xénophobes ou je ne sais quoi, portez-le même comme une médaille !* »

Le Front national, galvanisé, a même surenchéri dans un autre tweet : « *Une salle pleine à craquer et debout pour acclamer Steve Bannon ! Merci à lui pour son discours enflammé ! Oui, l'Histoire est de notre côté !* »

Les « dédramatisés » brandissaient donc le diable, et ce diable devenait un ange gardien.

Dans la foulée, ce parti « fréquentable », appelé paraît-il à s'ouvrir à des alliances pour devenir un « rassemblement », recevait le soutien d'un ancien ministre des transports, ancien chiraquien devenu sarkozyste, Thierry Mariani, qui s'exprimait dans le *Journal du dimanche* : « *Il faut un accord avec le FN.* »

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, le discours s'est radicalisé de façon spectaculaire, brandissant ses boucs émissaires, les étrangers pour l'extrême droite, les élites et les « médias chiens du système » pour tout le monde, jusqu'à la gauche, et l'envie d'un pouvoir fort qui chemine dans les esprits.

Répondre à une demande d'autorité

Depuis la crise de 2007, les politiques ont été impressionnés par des rafales de sondages – dont ils sont grands consommateurs – allant tous dans le même sens. En mai 2016, à un an de la présidentielle, une enquête Ipsos affirmait que pour neuf Français sur dix la France était en déclin, et que 88 % espéraient « *un vrai chef en France pour remettre de l'ordre* ».

Qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, les dirigeants politiques cèdent souvent à la tentation. Ils courent derrière les populismes en dégainant des mesures de combat ou des discours d'exclusion. Emmanuel Macron n'est pas en reste. Dans son style, il emprunte un registre identique. Sa manière de brandir les ordonnances pour imposer la réforme de la SNCF fait partie de la même stratégie. Faire le chef. Avoir l'air autoritaire.

Quant à sa réforme constitutionnelle, l'hypothèse d'une restriction du droit d'amendement pour les parlementaires, même si elle devait être écartée après négociation, en dit long sur un état d'esprit qui rejoint le souci exprimé par Sarkozy : se tailler un costume de « *grand leader* », au nom de l'efficacité, en restreignant les contre-pouvoirs ou

les corps intermédiaires. Fuite en avant de nature bonapartiste, pour déborder les populismes tout en les flattant.

Qu'ils invoquent la force des autocraties perpétuelles, comme Sarkozy, ou l'efficacité d'un pouvoir personnel dont dépendraient tous les progrès, comme Macron, les pouvoirs politiques des démocraties libérales sont bel et bien en crise et ne savent plus comment répondre à une demande d'autorité, et de protection, qui s'exprime violemment.

Pour contrer la surenchère, ils la caressent dans le sens du poil, pointant volontiers des empêchements de progresser en rond. Un coup « *l'ancien monde* » qui ne voudrait pas changer, une fois les « *fouteurs de bordel* » (Macron, octobre 2017, à propos des ouvriers de GM&S), prochainement « *les cheminots* ».

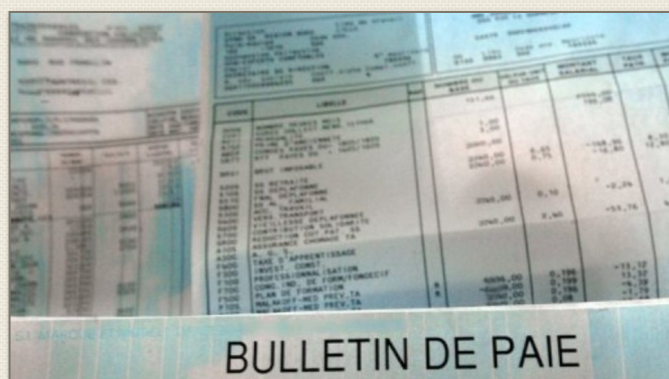
Les dirigeants politiques voudraient reprendre la main, ce qui ne serait pas un luxe, mais étrangement aucun d'eux ne se demande pourquoi il l'a perdue. En Europe, dans leur grande majorité, ils n'ont cessé depuis près de quarante ans d'appliquer le précepte de Ronald Reagan affirmant que l'État n'est pas la solution mais le problème, et voilà qu'ils se réveillent en rêvant de le renforcer.

Ils se défont de leurs prérogatives, privatisent à tout-va (bientôt Aéroports de Paris), vendent leurs défroques aux marchés et s'affolent de se retrouver tout nus.

Résultat : les prophètes du moins d'État rêvent tout haut d'un État fort, pour faire face à l'angoissante montée des extrémismes, mais ce désir prend lui-même des allures inquiétantes. Après avoir bradé les bijoux de famille, voilà qu'ils sont tentés de s'attaquer au dernier trésor commun, la démocratie. Voilà qu'un ancien président de la République ne la déclare plus intouchable, mais encombrante et dépassée.



VI) Heures supplémentaires : Macron relance le « travailler plus pour gagner plus » !



Dimanche, le porte parole du gouvernement Benjamin Griveaux a confirmé ce qui n'était alors qu'une

promesse de campagne d'Emmanuel Macron : la désocialisation des heures supplémentaires à l'horizon 2020.

Par Jules Duribreu

La mesure n'est pas nouvelle, Nicolas Sarkozy, durant son quinquennat, avait mis en place la défiscalisation des heures supplémentaires. La mesure, très populaire, avait été supprimée en 2010 par François Hollande.

Une mesure plus juste ?

Le gouvernement en garderait l'esprit, avec une différence toutefois par rapport à 2007. Il s'agit ici non plus de défiscaliser mais de « désocialiser ». Cela signifie que ni l'employeur ni le salarié ne paieront de cotisations sociales. Un changement positif pour le sénateur LREM Martin Lévrier. « La défiscalisation pouvait provoquer des incohérences, voire des injustices. Je trouve que la désocialisation, à l'inverse, est plus éthique, plus juste. La question, c'est de savoir si la mesure sera étendue à tous les salariés, cadres inclus. »

Un risque de dérapage budgétaire

Concernant l'entrée en application de cette mesure, le gouvernement vise le budget 2020. Principale raison évoquée pour justifier ce calendrier, la rigueur budgétaire et l'objectif de baisse du chômage. A titre de comparaison, la défiscalisation sous Nicolas Sarkozy avait coûté 4,5 milliards d'euros pour une suppression de 19.000 emplois. En effet, un employeur va être tenté de faire réaliser plus d'heures aux équipes qu'il a déjà, plutôt que d'embaucher de nouvelles personnes. La mesure a donc tendance à profiter plus aux salariés déjà en poste qu'aux chômeurs. Or, la baisse du taux de chômage à 7% est une des priorités d'Emmanuel Macron.

Avec un coût estimé à 3,5 milliards par an, cette « désocialisation » pourrait peser sur les comptes publics, d'où la volonté du gouvernement de ne pas aller trop vite sur ce point, afin de respecter les objectifs de réduction de la dette et du chômage. En ce sens, Benjamin Griveaux l'a répété : « La France a une trajectoire budgétaire à tenir, des engagements pris vis-à-vis de nos partenaires européens. »

« On cherche à calmer l'opinion publique »

Pour le sénateur LR Philippe Dallier, c'est bien cette trajectoire budgétaire qui est en cause. « Je m'inquiète globalement de l'état des finances publiques de ce pays. Avec en plus la suppression complète de la taxe d'habitation, je me demande vraiment comment l'État va trouver cet argent. »

En outre, le sénateur estime que cette mesure est avant tout là pour calmer l'opinion publique. « Le gouvernement est pris au dépourvu, on a une débauche d'annonces qui vise à calmer l'opinion publique. Il y a le feu à la maison parce que l'affaire de la CSG est mal passée, et il s'agit de faire des annonces, aujourd'hui, en 2018, pour 2020, afin d'étouffer l'affaire. »

Une mesure qui suscite également un avis plus que mesuré de la part du sénateur communiste, Fabien Gay. « Je suis très partagé sur cette question. Il y a une réalité, c'est que le coup d'arrêt de cette mesure, sous le mandat de François Hollande, c'est un coup porté au pouvoir

d'achat. Et pour certaines familles, une mesure comme celle-ci, ça peut sauver un mois. Mais quand on parle de ça, on ne parle pas de la principal chose, c'est le salaire. C'est ça la réalité. On se partage les clopinettes pendant que les autres, en haut, sabrent le champagne. »



A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU